



Des exportateurs suisses rencontrent le conseiller fédéral Guy Parmelin: la dynamique des exportations ralentit progressivement

À l'occasion de la dixième table ronde des exportateurs qui s'est tenue à Berne, des représentants de haut rang de l'économie ont échangé avec le conseiller fédéral Guy Parmelin au sujet de l'évolution actuelle des exportations et des perspectives des entreprises exportatrices suisses. L'accent était placé sur la dynamique moindre des exportations, la politique européenne, les accords de libre-échange ainsi que les conséquences de la situation géopolitique actuelle.

La dixième table ronde sur l'économie d'exportation s'est tenue à Berne en présence du conseiller fédéral et ministre de l'Économie Guy Parmelin. À cette occasion, le président d'economiesuisse Christoph Mäder a signalé que la situation s'était encore détériorée pour de nombreuses entreprises exportatrices. Malgré des lueurs d'espoir dans les secteurs pharmaceutique, aéronautique et ferroviaire, la situation actuelle est difficile pour de nombreux secteurs d'exportation: c'est le cas par exemple dans les industries technologique, horlogère, textile et alimentaire.

Même si l'inflation recule dans la zone euro et que le franc s'est légèrement déprécié ces derniers temps, l'économie d'exportation continue de pâtir de la force du franc et de la baisse du pouvoir d'achat sur d'importants marchés d'exportation. La hausse des taux d'intérêt continue de freiner les activités en matière d'investissement sur de nombreux marchés d'exportation.

Les perspectives restent sombres pour les entreprises exportatrices suisses

Les perspectives pour les prochains mois ne sont pas très optimistes. Les facteurs déterminants sont, outre l'inflation et le niveau des taux d'intérêt, la situation géopolitique. Celle-ci a un impact direct sur les chaînes logistiques, les voies de transport, les prix des matières premières et de l'énergie ainsi que sur le franc. L'incertitude géopolitique accrue freine les investissements et pèse sur la demande de biens d'équipement.

Sur le plan régional, le commerce extérieur suisse avec l'Allemagne est resté faible au premier trimestre 2024. En revanche, les exportations suisses destinées aux États-Unis, où la situation économie est relativement bonne, ont augmenté au premier trimestre 2024. Et, malgré des défis importants, la croissance chinoise a été meilleure que prévu l'an dernier.

Bilatérales III: l'industrie d'exportation a besoin d'une bonne solution

Face à la multiplication des défis, il est indispensable de négocier une bonne solution avec l'UE pour les entreprises exportatrices suisses. L'Union européenne est et reste, de loin, le principal marché d'exportation de la Suisse. En ce qui concerne les exportations, la Suisse gagne un franc sur deux avec l'UE. Aussi est-il essentiel pour l'économie suisse et ses PME de garantir la participation à long terme au marché intérieur de l'UE. Les 25 ans de succès bilatéral doivent être garantis et développés.

Accords de libre-échange: un instrument indispensable

Sachant que le multilatéralisme est actuellement en crise et que les négociations avec l'UE se poursuivent, les accords de libre-échange avec des marchés de croissance sont un instrument indispensable pour la nation exportatrice qu'est la Suisse. L'accord de libre-échange signé par l'AELE avec l'Inde en mars 2024 constitue une étape importante pour la politique économique extérieure de la Suisse. D'autres impulsions pourraient venir de nouveaux accords de libre-échange conclus avec le Mercosur, la Thaïlande ou le Vietnam et la modernisation des accords existants est également importante.

Des conditions-cadre de qualité plutôt que de la politique industrielle

Les représentants de l'industrie exportatrice suisse s'inquiètent de la progression des politiques industrielles dans le monde. Ce n'est pas judicieux pour une Suisse prospère. Pour rester attractive, la Suisse doit plutôt rester concentrée sur le maintien d'une place économique de qualité et des conditions-cadre économiques proposées. Bref, nous devons mieux prendre soin des **facteurs de succès** de notre économie de marché libérale et durable. De nouveaux obstacles au commerce, la mise en place d'un contrôle étatique des investissements, des impôts et des réglementations seraient contre-productifs à l'heure actuelle.